

« La France n'est pas raciste ! »

Harlem Désir



Plus d'un millier de personnes se sont retrouvées à la Mutualité mercredi soir pour le meeting « Défendre la République contre les extrémismes » organisé par le PS. Face aux attaques dont a été

la cible Christiane Taubira, face à la montée des intolérances, le peuple de gauche affiche son unité et réaffirme sa volonté d'aller au combat pour ne pas laisser les anti-républicains prendre l'avantage.

L'AGENDA

4 décembre

► Entretiens de Solférino au siège du Parti socialiste

5 décembre

► Forum « Imaginons notre Île-de-France » à Fresnes

7 décembre

► Convention nationale du Parti socialiste, au centre des congrès du Marriot à Paris

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr

Redonner confiance dans la République

Christiane Taubira

« La nation n'est pas le bien de ces égoïstes compulsifs, elle n'est pas le bien de ces archaïques, elle n'est pas le bien de ces obsédés de l'ennemi. (...) Il faut combattre ceux qui veulent remplacer le patriotisme de fierté par un nationalisme de xénophobie. Nous ne nous laisserons pas faire. Nous continuerons à leur barrer la route. »

Harlem Désir

« La France n'est pas raciste, mais en ces temps de crise économique, sociale, morale, les dirigeants de l'extrême-droite xénophobe et raciste ne se sont jamais sentis aussi forts. Le masque de cire de Marine Le Pen est en train de fondre et l'on retrouve le vrai visage du FN, celui de son père! Alors, qu'on ne vienne pas nous dire que le FN a changé. »

Manuel Valls

« Nous avons besoin de tous dire ensemble que ça suffit. L'indignation ne suffit pas, il faut parler d'actions. Il faut dénoncer, dire que le FN ne sera jamais un parti comme les autres. Les outrances, les injures en sont la marque de fabrique du père à la fille. Ce parti n'aime pas la France, qu'il traite de catin. Et quand on n'aime pas la France, on n'est pas digne de la représenter. »

Vincent Peillon

« On se trompe lourdement si on pense que nos seuls adversaires sont l'extrême-droite. Dans l'histoire de ce combat, il y a toujours eu des Républicains contre d'autres Républicains. La différence fondamentale entre la gauche et la droite, c'est que quand nous voulons pour tous, sinon, cela s'appelle un privilège. »



© PHILIPPE GRANGEAUD

Acclamations, drapeaux brandis, c'est dans une ambiance survoltée que la Garde des Sceaux Christiane Taubira a été accueillie par le public venu en nombre à la Mutualité. Cible d'attaques racistes et xénophobes depuis plusieurs semaines, la ministre est devenue un symbole de la révolte des Républicains face à l'extrême droite.

Le premier secrétaire du PS avait voulu faire de ce grand meeting « Défendre la République contre les extrémismes », un moment d'union. Jean-Michel Baylet pour le PRG, Jean-Luc Laurent pour le MRC, Robert Hue pour le MUP, Jean-Vincent Placé et Jean-Philippe Magnen pour EELV étaient là. « Je suis particulièrement heureux de voir la gauche rassemblée autour de ce combat, a dit Harlem Désir. Nous sommes ici parce que la République est notre bien le plus précieux, parce que lorsque ses valeurs sont attaquées, lorsqu'une ministre est la cible de journaux extrémistes simplement pour la couleur de sa peau, c'est le devoir de la gauche mais aussi de tous les Républicains de dire que c'en est assez, que nous combattons ce mal lancinant qui gangrène notre société. »

Christiane Taubira a consacré seulement « deux minutes »

aux « racistes, antisémites, xénophobes, qui sont déjà vaincus », avant de se lancer dans un plaidoyer pour la République. « La République est travaillée en permanence par ses ennemis irréductibles, c'est pour cela qu'elle se proclame indivisible. Chacun fait partie de cette communauté, qui détient la souveraineté. Elle veut des citoyens égaux, même s'ils sont différents. Voilà cette République qu'ils veulent démolir, mais elle ne leur appartient pas ! Nous continuerons à la renforcer. Nous allons combattre sans répit. Ils croient défaire la France, mais nous sommes la France ! »

Une gauche indignée

Manuel Valls a rendu un hommage appuyé à sa collègue au gouvernement. « On veut nous opposer alors que nous travaillons ensemble afin d'accomplir une tâche essentielle : redonner confiance dans l'État de droit, avec d'un côté l'ordre républicain, et de l'autre la justice. » Mais le ministre souligne aussi qu'en s'attaquant à Christiane Taubira, les extrémistes ont prouvé que « la gauche pouvait se réveiller, qu'elle était capable d'indignation ». « Nous voulons apaiser et rassembler autour des valeurs qui sont les nôtres. »

« Il a fallu l'outrage, l'humiliation, la violence », mais « nous voilà enfin rassemblés », remarque Vincent Peillon. « L'extrême droite raciste est xénophobe n'est pas un phénomène nouveau, n'oublions pas que la dernière fois que nous avons quitté le pouvoir, c'était un certain 21 avril 2002 ! »



© PHILIPPE GRANGEAUD

La société civile a répondu présent

Au delà de la classe politique de gauche, de nombreux Français ont été choqués par l'ambiance délétère de ces derniers temps. Parmi eux, Marie Darrieusecq, qui a reçu le prix Médicis pour son dernier roman, a dédié sa récompense à Christiane Taubira. « J'étais très surprise par ces insultes, je ne pensais pas qu'on en était encore là, avec des propos dignes de ce qu'on pouvait entendre dans une France coloniale », a-t-elle expliqué.

Mercredi, sur scène, il y avait aussi Thibaut, ce prof d'histoire qui s'était insurgé, devant des caméras, contre ceux qui sifflaient le président le 11 novembre. Il y avait également Caroline Fourest, journaliste connue pour son engagement contre les extrêmes. « Non, l'antiracisme n'a pas failli, scande-t-elle. Pourquoi ce mot est-il redevenu tabou ? La gauche républicaine doit tenir sur ses valeurs. » Et la journaliste de s'interroger : « où est la droite

républicaine face à ces questions ? Le barrage républicain ne peut pas se construire qu'à gauche ! »



© PHILIPPE GRANGEAUD

Ayrault lance le chantier fiscal du quinquennat

Le Premier ministre a entamé cette semaine les discussions avec les partenaires sociaux sur la réforme fiscale, qui sera menée durant le quinquennat, conformément à l'engagement 14 de François Hollande. *« Ce qui est positif c'est que tous les partenaires sociaux, organisations patronales ou syndicales, approuvent la démarche, qui est de remettre encore plus de dialogue social sur toutes les questions qui se posent à la France et aux Français. Et le chantier de la remise à plat de notre système fiscal, qui est devenu complexe, illisible, qui conduit même à s'interroger sur l'adhésion à l'impôt pour certains, nécessitait ce débat. »* En ouvrant lundi les discussions avec les partenaires sociaux, le Premier ministre a réaffirmé l'enjeu de la réforme fiscale, qui est d'assurer plus de justice, de stabilité et de lisibilité. François Hollande a souligné que cette réforme, qui correspond à un engagement majeur

de sa campagne, prendrait *« le temps du quinquennat »*. Jean-Marc Ayrault a indiqué que les *« perspectives »* de la réforme seraient *« tracées »* à l'été 2014 et les premières mesures inscrites dans le budget 2015.

Prélèvements constants

Le Premier ministre a insisté sur le fait que la remise à plat se ferait *« à prélèvements obligatoires constants »*. D'ores et déjà, le chef du gouvernement a pu se féliciter de rencontres *« utiles et constructives »* avec les syndicats et les organisations patronales, chacun reconnaissant la nécessité d'une réforme fiscale. Lundi prochain, les députés socialistes seront réunis en séminaire à l'Assemblée nationale autour de Jean-Marc Ayrault pour plancher sur la réforme fiscale. Le Premier secrétaire du Parti socialiste, Harlem Désir, a déclaré que le PS *« participera pleinement à la réflexion*

qui s'ouvre, notamment dans le cadre des travaux lancés au sein de son propre groupe de travail sur la fiscalité et le pouvoir d'achat, mis en place en juin 2013 ». *« Il apportera sa propre contribution au débat »*, a dit Harlem Désir dans un communiqué, se félicitant d'une réforme qui *« s'inscrit dans le prolongement »* de ce qui a déjà été engagé depuis le 6 mai 2012 : progressivité, alignement de la fiscalité du capital sur celle du travail, suppression de niches fiscales.

Un système « inégalitaire »

Harlem Désir a dénoncé un système fiscal *« devenu particulièrement inégalitaire après 10 ans d'allègements pour les plus riches sous les gouvernements de droite »*. Pour lui, le débat sur la réforme fiscale *« doit porter sur le sens de l'impôt, sur les enjeux de lisibilité, de stabilité et d'équité »*.

FORUM PROGRÈS

« Le déclin n'est pas notre chemin ! »

« Mobiliser la société, mener la bataille idéologique, réaffirmer les valeurs du progrès face au bloc réactionnaire ». Tels étaient les objectifs du forum *« Le progrès face aux idéologies du déclin »* détaillés par son organisateur Guillaume Bachelay, secrétaire national à la coordination, qui s'est tenu samedi 23 novembre. *« Face au changement du monde qui nous pose de nouveaux défis, nous avons besoin de nous projeter, de penser la France dans dix ans, affirme-t-il. Nous donnons la priorité à l'innovation et à la formation, nous déployons une impulsion pour que la France et l'Europe soient à l'avant-garde d'un nouveau modèle économique. Le déclin n'est pas notre chemin ! Vouloir le progrès, c'est se battre pour faire reculer la pauvreté, les injustices. »* De nombreux intellectuels étaient invités à débattre de cette notion de progrès, qui a beaucoup évolué au fil du temps. Ainsi, Bertrand Monthebert, professeur des universités, co-président du Conseil scientifique du Parti socialiste, rappelle que *« le progrès appartient au socialisme, il est fondé sur le savoir et a pour but d'alléger les souffrances »*. Or cette notion, *« ce marqueur fondamental de l'esprit de gauche »* est en train d'être dévoyée. *« Il n'y a pas de socialisme sans espoir de progrès »*, abonde le généticien

Axel Kahn. Mais là où auparavant, *« il allait de soi que le progrès bénéficiait à l'homme »*, ce n'est plus forcément le cas aujourd'hui. *« Ce sentiment de désamour a pu se transformer en dénonciation, regrette-t-il. La seule possibilité pour surmonter les difficultés, est de dire que nous demandons un effort, mais que nous savons où nous voulons aller. »* Pour Alain Bergounioux, historien du PS, *« il n'y a pas de crise du progrès, mais de l'idée d'avenir »* et *« prendre la mesure du réel n'oblige pas à sacrifier à des idées régressives, telles que le racisme et le fatalisme économique »*.

Miser sur l'innovation

Laurence Tubiana, directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales, estime que le progrès est encore trop souvent opposé au développement durable, alors qu'il doit désormais intégrer les contraintes écologiques : *« le progrès, ce n'est pas trouver la dernière goutte de pétrole, pêcher le dernier poisson ou manipuler le climat. Il est nécessaire de réduire le lien existant entre le PIB et la consommation de ressources naturelles. »* *« Notre parti est celui du mouvement et du progrès, rappelle la ministre Fleur Pellerin. Notre projet de transformation de la*



société passe par une économie qui fonctionne pour recréer de la croissance et de l'emploi. » Pour cela, le gouvernement mise entre autres sur l'innovation par une *« nouvelle donne »* : *« les emplois de demain sont dans le numérique, les biotechnologies... »*. Quant à Michèle Delaunay, elle souligne que notre société va être de plus en plus confrontée au vieillissement de la population : *« le rôle et la place des retraités dans la société est le trou noir de la pensée politique »*. Pourtant les personnes âgées ne sont pas qu'un coût : la *« silver économie »* (domotique, robotique...) peut offrir de nouveaux débouchés économiques. Pour Harlem Désir, *« tout projet humaniste doit porter exigence de progrès, afin d'améliorer les conditions de vie, le changement*

social, économique et politique ». La gauche est confrontée à un bloc conservateur, qui répand l'idéologie de la régression sociale. Face à cela, elle doit *« valoriser les succès de la science pour réinsuffler l'espoir dans le pays »*. Le premier secrétaire du PS plaide pour *« rapprocher les sciences de la politique »*. *« Il faut être pionnier dans l'innovation environnementale »*. Enfin, Vincent Peillon rappelle que *« la gauche investit dans la connaissance pour permettre la réussite de tous »*. Alors que la *« nostalgie s'installe dans les débats »*, il est nécessaire de *« ne pas esquiver l'affrontement »* face à une droite *« qui se complaît dans le déclin »*. Car l'idée de progrès *« est un combat sans fin »*.

MOBILISATION GÉNÉRALE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES!

DES ACTES IMMÉDIATS ET CONCRETS



1 FEMME SUR 10
est victime de
violences
chaque année



400 000 femmes victimes
de violences conjugales en **2 ANS**

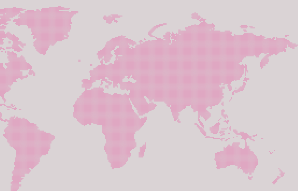


75 000 femmes sont violées
chaque année, soit une toutes
les **7 MINUTES**

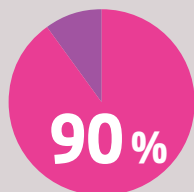
Une plainte n'est déposée
que dans
1 CAS SUR 10



Dans le monde,
1 FEMME SUR 3
sera battue,
violée ou tuée
au cours de sa vie



1 FEMME SUR 20 a subi des gestes déplacés ces deux dernières années
1 FEMME SUR 20 menacée
1 SUR 7 insultée



90% des personnes prostituées sont des femmes
90% sont victimes de la traite et du proxénétisme

Âge moyen d'entrée dans la prostitution: 14 ans
Espérance de vie: 40 ans

148 femmes mortes sous les coups
de leur conjoint en 2012



RENFORCER LA PROTECTION DES FEMMES VICTIMES, S'ATTAQUER À TOUTES LES FORMES DE VIOLENCES

Rétablissement immédiat du délit de
harcèlement sexuel,
**PREMIER PROJET DE LOI VOTÉ
DU QUINQUENNAT**



Pour l'écoute et la protection des victimes
Formation des professionnels au contact des victimes
Amélioration de l'enregistrement des plaintes
Création de **15 000 PLACES** d'hébergement d'urgence

Renforcer la lutte contre la prostitution et la protection
des prostituées



Renforcement de la lutte contre le proxénétisme.

SOUTIEN AUX PROSTITUÉES, mise en place d'un
parcours de sortie de la prostitution complet et financé

Responsabilisation des clients pour pointer leur responsabilité

LUTTE CONTRE LES MUTILATIONS SEXUELLES

Création du délit d'incitation à subir ou faire
subir une mutilation sexuelle à une mineure

LUTTE CONTRE LES MARIAGES FORCÉS

Création du délit de tromperie en vue
de faire quitter le territoire français pour
faire contracter un mariage forcé



66 MILLIONS D'EUROS pour les 3 prochaines années
soit un doublement du budget

VIOLENCES FEMMES AIDE
**APPELEZ LE
3919**

LE NUMÉRO UNIQUE pour orienter les femmes
victimes de violence, gratuit et ouvert 7j/7